N°160 du 06 novembre 2026 Prix : **500 F**



La Nouvelle République

Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité

Au service du développement

MAROC

La diplomatie togolaise à l'honneur

P.2



La coopération entre le Togo et le Maroc s'exprime également dans les échanges avec les jeunes. À Casablanca, la représentation diplomatique togolaise a participé, le 29 octobre 2026, à une initiative destinée...



CHIRURGIE ENDOSCOPIQUE DU RACHIS

Page 3

Dogta-Lafiè signe une prouesse médicale inédite

- *Une intervention mini-invasive du dos réalisée avec succès*
- *Moins de douleurs, une récupération plus rapide : lueur d'espoir pour les patients*

MAROC

La diplomatie togolaise à l'honneur

La coopération entre le Togo et le Maroc s'exprime également dans les échanges avec les jeunes. À Casablanca, la représentation diplomatique togolaise a participé, le 29 octobre 2026, à une initiative destinée à favoriser la découverte mutuelle et le dialogue entre les peuples.

À l'occasion de la quatrième édition de la « Journée Diplomatique », organisée par l'association For Morocco, Messan Amakoé Klutse, chargé d'affaires par intérim du Togo au Maroc, a rencontré des jeunes engagés dans différents parcours éducatifs et de formation.

La jeunesse au cœur du rapprochement

Le diplomate a notamment visité le centre de la deuxième chance « Abou Bakr Esseddik 3 », qui accueille des adolescents de 13 à 17 ans. Cet établissement leur permet de reprendre leur formation en associant apprentissages théoriques et acquisition de compétences pratiques.



À la Plateforme Jeunesse Nouvelle Génération « Al Idrassa », les échanges ont porté sur l'identité togolaise, les relations entre Lomé et Rabat et les perspectives offertes à la jeunesse africaine.

Cette rencontre a permis de présenter le Togo à de jeunes Marocains tout en mettant en valeur le rôle de l'éducation et du dialogue interculturel dans le rapprochement des sociétés.

Elle illustre une dimension de la diplomatie qui dépasse les rencontres officielles pour privilégier les échanges directs avec les nouvelles générations, comme le rapporte l'Ambassade du Togo au Maroc.

Gabriel BLIVI

Togo

Les femmes agricultrices veulent peser davantage dans l'économie nationale

Les femmes agricultrices togolaises affichent des ambitions qui dépassent la simple production agricole. Leur priorité est désormais de mobiliser davantage de financements pour développer leurs entreprises, accroître leurs revenus et renforcer leur indépendance économique.

Cette aspiration a dominé les échanges du Réseau national des femmes agricultrices du Togo (RéNaFAT), réuni le 4 novembre 2026 à Sokodé, avec des représentantes venues des cinq régions du pays.

Le gouvernement aux côtés des agricultrices

Présent à l'ouverture des travaux, Tchimbiandja Yendoukoa Douti, préfet de Tchaoudjo assurant les fonctions de gouverneur de la Région Centrale, a



réaffirmé l'engagement du gouvernement à accompagner les organisations paysannes.

Au-delà du financement, les participantes ont examiné le fonctionnement de leur réseau et préparé le renouvellement de ses instances dirigeantes.

Cette mobilisation traduit la volonté des femmes rurales de consolider leurs activités entrepreneuriales et de prendre une part croissante dans le développement économique du Togo.

Gabriel BLIVI

Lomé se prépare à vibrer

Senzaa donne rendez-vous au Palais des Congrès le 18 décembre, la billetterie est ouverte !

Le Palais des Congrès de Lomé accueillera, le 18 décembre 2026, un grand rendez-vous musical avec la chanteuse togolaise Senzaa. À partir de 18 heures, l'artiste retrouvera ses admirateurs pour un concert qui donnera le coup d'envoi de sa tournée nationale baptisée HOMETOUR, prévue dans trois villes du pays.

Après avoir foulé plusieurs scènes internationales, notamment celles de Paris, Genève, Abidjan et Cotonou, Senzaa choisit de terminer l'année 2026 au contact de son public togolais. Cette soirée dans la capitale s'annonce comme un moment de retrouvailles pour les amateurs de ses sonorités mêlant afrobeat, afropop et influences traditionnelles, dans un contexte de promotion de la musique togolaise.

Le Palais des Congrès pour les grandes retrouvailles

Pour ce concert, trois catégories de billets sont proposées : 5 000 FCFA pour le pass ordinaire, 10 000 FCFA pour le VIP



et 50 000 FCFA pour le VVIP.

Le public pourra retrouver une artiste dont le répertoire comprend notamment Avivor, Mbongo Chobi, L'Argent, Paparazzi et Django.

Révélée dès l'adolescence au sein de la chorale gospel Harmony, Senzaa a ensuite intégré le groupe The Seeds avant d'entreprendre une carrière solo. Lauréate du prix de Meilleure artiste féminine aux All Music Awards en 2021, elle s'est également produite à deux reprises au Zénith de Paris en 2025, aux côtés de Toofan puis de Josey. Une tournée entre Lomé, Kara et Aného

Après Lomé, HOMETOUR fera escale au Palais des Congrès de Kara le 26 décembre, avant un concert gratuit prévu sur la plage d'Aného le 2 janvier 2027.

Cette tournée relie trois villes importantes dans le parcours personnel de la chanteuse et célèbre son attachement à ses racines.

La billetterie est accessible sur ticket.senzaa.net. Informations et réservations aux 90 78 98 98 et 72 30 33 33.

Gabriel BLIVI

CHIRURGIE DU DOS

Dogta-Lafiè signe une prouesse médicale inédite

- *Une intervention mini-invasive du dos réalisée avec succès*
- *Moins de douleurs, une récupération plus rapide : lueur d'espoir pour les patients*

Une incision de 8 millimètres, une caméra, et un patient debout une heure après. Ce mardi 4 novembre, l'Hôpital Dogta-Lafiè a réalisé la première chirurgie endoscopique du rachis au Togo. Une première nationale qui change tout pour des milliers de Togolais.



Ce n'est pas une opération comme les autres. C'est une page d'histoire.

Ce mardi 4 novembre, à Lomé, l'Hôpital Dogta-Lafiè a réalisé la première chirurgie endoscopique du rachis jamais effectuée au Togo. Une technique qui est en train de devenir la référence mondiale, et qui vient d'entrer dans la neurochirurgie togolaise.

La promesse est simple, et révolutionnaire : opérer la colonne vertébrale sans l'ouvrir.

Fini la lourde chirurgie à ciel ouvert, avec 5 à 6 cm d'incision et des muscles du dos arrachés. Ici, une mini-incision d'à peine 8 millimètres à 2 cm suffit. On y glisse un endoscope, une caméra haute définition, et on travaille directement là où il faut, sans détruire les muscles.

Résultat : moins de douleur, un risque réduit, et un retour à la maison en 24 à 72 heures. Là où il fallait attendre deux ou trois jours pour se lever après une chirurgie classique.

« On ne pouvait pas rester en marge »

Pour réussir ce pari, Dogta-Lafiè s'est entouré de l'excellence. L'opération a été menée conjointement par l'équipe togolaise conduite par le Pr Essosinam KPELAO et une équipe du CHU de Bordeaux conduite par le Pr Jean-Rodolphe Vignes, l'une des références mondiales en chirurgie du rachis.



Pour le Pr KPELAO, cette première est une nécessité :

« *C'est une opportunité qu'on a eue pour apprendre une nouvelle technique qui est actuellement en vogue dans le monde, et spécialement en Europe, parce qu'actuellement, en termes chirurgicaux, on veut vraiment du mini-invasif pour que le patient puisse retrouver rapidement ses activités professionnelles. On ne pouvait pas rester en marge.* »

Et le choix de Dogta-Lafiè n'est pas un hasard. L'hôpital disposait déjà des équipements pré-requis. « On a choisi cet hôpital pour pouvoir commencer par lancer cette activité au Togo. Et je crois qu'avec le temps, on pourra l'élargir à tous les hôpitaux publics pour que ça soit beaucoup plus accessible à toute la population togolaise », explique le Pr KPELAO.

Un premier patient déjà debout

À la sortie du bloc, après le premier patient, le Pr KPELAO ne cache pas sa satisfaction :



Pr KPELAO

« *Ça s'est très bien passé. Nous-mêmes, ça nous a surpris. Le malade vient de se réveiller. Il va se mettre debout tout à l'heure. D'habitude, il faut attendre deux ou trois jours pour pouvoir mettre un patient post-chirurgie debout. Mais cette fois-ci, avec cette technique, il pourra se lever d'ici une heure et marcher.* »

Il précise l'essentiel : « *Ça réduit vraiment la durée d'hospitalisation, la douleur post-opération. Et c'est vraiment les bénéfices réels de cette technique. Maximum vendredi pour la sortie. Donc ça fera juste deux jours d'hospitalisation.* »

En quoi consiste concrètement l'opération ? Le Pr KPELAO l'explique simplement :

« *Avec la mini-incision, on va aller directement là où on veut travailler et avec la caméra on pourra faire tout ce qu'on veut. Ça permet d'éviter de désinsérer beaucoup les muscles parce que la désinsération musculaire, c'est ça qui donne la douleur dans la grande majorité après cette chirurgie rachidienne.* »

Les indications ? Dans la grande majorité, des maladies dégénératives : avec l'âge, une usure de la colonne qui entraîne des douleurs lombaires et une douleur qui descend dans les pieds, la sciatique, parfois des difficultés à marcher liées à la compression nerveuse. Au total, 2 patients sont prévus pour cette mission inaugurale.



Pr Jean-Rodolphe Vignes

« Le plateau technique d'ici est magnifique »

De son côté, le Pr Jean-Rodolphe Vignes insiste sur l'esprit de cette mission : un partenariat, pas une assistance.

« *Notre rôle, c'est de collaborer avec les collègues sur place, qu'on connaît déjà puisqu'on a déjà eu l'occasion de travailler ensemble. Ça fait partie d'un partenariat et d'un accompagnement qui se poursuit sur des nouvelles techniques, des techniques qui sont en train de se diffuser. L'idée, c'est vraiment de faire participer le plus possible au profit des populations.* »

Sur le matériel, il est précis : « I*l y a toute une partie de matériel qui est sur place. Il y a déjà un pré-équipement, mais il faut le compléter sur des aspects plus spécifiques. C'est à l'étude pour s'équiper complètement et pour pouvoir être complètement autonome sur le Togo.* »

Et son jugement sur Dogta-Lafiè est sans appel :

« *Le plateau technique d'ici est magnifique. On a la possibilité de développer toutes les techniques chirurgicales modernes. C'est un plateau qui est assez complet. Il reste à préciser certains matériels, certains dispositifs, mais il y a très peu de choses pour compléter ce dispositif.* »

Ce 4 novembre, la preuve a été faite : plus besoin de quitter le Togo pour bénéficier de la meilleure chirurgie du dos au monde. Elle est désormais à Lomé, à Dogta-Lafiè. Et demain, elle sera accessible à tous les Togolais.

Prudence AFANOU

La Nouvelle République
Récépissé N° 0662/17/10/25
Journal La Nouvelle République
Édité, par BKG Communication SARL U
Tél : 00228 92 49 93 83
71908670/90144815
Email : gabrielblivi@gmail.com
Siège: Agoè Cacaveli
Directeur Général
BLIVI Kpakpo
Directeur de Publication
AFANOU Yawovi Midodji
Redacteur en chef
Eli Goka-Adokanou
Rédaction
Gabriel BLIVI
Prudence AFANOU
Charles AYI
Robert A.
Infographie : Lord Germann
Imprimerie : Direct Print

Usage de l'IA en contexte universitaire

L'ISICA ouvre le débat sur les risques et les dérives

L'utilisation croissante de l'intelligence artificielle (IA) dans les universités soulève des interrogations sur la qualité des apprentissages et l'intégrité académique. Recherche documentaire, rédaction d'exposés ou préparation de mémoires : ces outils facilitent les travaux des étudiants, mais présentent également des risques.



À l'Université de Lomé, l'Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts (ISICA) prépare une conférence publique sur les « Usages et risques de l'IA en contexte universitaire ».

Des pratiques à encadrer

Au-delà des avantages technologiques, le recours abusif à l'IA peut favoriser le plagiat, la dépendance intellectuelle et la production de travaux dont l'authenticité reste discutable.

La fiabilité des informations constitue également une préoccupation, notamment lorsque ces outils génèrent des références inexistantes ou des contenus erronés.

Cette initiative de l'ISICA vise à encourager une utilisation responsable de l'intelligence artificielle, fondée sur la vérification des sources et la préservation de l'esprit critique.

Albert ATOUNOU

Assurances en Afrique

132 Togolais de retour volontaire de Libye, les autorités et l'OIM mobilisées pour leur réintégration

Cent trente-deux migrants togolais ont regagné volontairement leur pays en provenance de Libye. Leur accueil a été organisé conjointement par le gouvernement togolais et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), selon une communication de l'agence datée du 30 octobre 2026.



Cette opération permet aux bénéficiaires de retrouver leur pays dans un cadre organisé. L'OIM Togo indique que son intervention se poursuivra après leur arrivée, avec la mobilisation de ses partenaires pour soutenir leur réintégration durable dans leurs communautés d'origine.

Accompagner le retour à la vie locale

Le retour constitue une première étape. Pour ces ressortissants, l'enjeu est désormais de reconstruire leur quotidien et de retrouver une stabilité au sein de leurs communautés. L'engagement exprimé par l'OIM porte ainsi sur un accompagnement qui dépasse le transport jusqu'au pays.

Cette opération s'ajoute à plusieurs retours volontaires de Togolais organisés ces dernières années. En avril 2026, 86 migrants avaient déjà regagné le Togo depuis la Libye avec l'appui de l'OIM et de ses partenaires. À leur arrivée, ils avaient reçu des kits de première nécessité, tandis qu'une assistance médicale et psychosociale avait été apportée aux personnes les plus vulnérables.

En octobre 2024, un autre vol avait permis le retour de 131 Togolais, dont 28 enfants, également en provenance de Libye. Ces précédentes opérations associaient l'accueil immédiat à l'identification des besoins de réinsertion.

Pour les 132 nouveaux arrivants, l'OIM et les autorités togolaises placent la réintégration au centre du suivi, afin de soutenir leur retour dans leurs communautés et la reprise progressive de leur vie au Togo.

Albert ATOUNOU

Navire-hôpital chinois à Lomé

Plus de 600 patients pris en charge gratuitement dès le premier jour

Plus de 600 patients ont bénéficié de soins gratuits le lundi 2 novembre 2026 à bord de l'Auspicious Ark, un navire-hôpital de la marine chinoise en mission humanitaire au Togo. Arrivé au Port autonome de Lomé la veille, le bâtiment accueille des patients dans le cadre de l'opération « Harmonie 2026 », prévue jusqu'au 8 novembre.



Les prestations couvrent plusieurs spécialités, notamment la pédiatrie, l'ophtalmologie, la chirurgie et la médecine traditionnelle chinoise. Les patients peuvent également bénéficier d'examens de laboratoire, de scanners et d'interventions chirurgicales.

Un dispositif médical de grande capacité

Entré en service en 2025, l'Auspicious Ark comprend 18 départements cliniques, cinq unités de diagnostic et huit blocs opératoires. Parmi les 496 membres de son équipage figurent 120 professionnels de santé.

Avant son escale à Lomé, le navire avait déjà accueilli plus de 35 000 patients lors de cinq précédentes escales, avec plus de 200 interventions chirurgicales réalisées.

Cette première visite d'un bâtiment de la marine chinoise au Togo intervient après le récent déplacement officiel du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en Chine.

Outre les consultations gratuites, cette mission constitue une occasion d'échanges entre les professionnels de santé et les responsables militaires togolais et chinois, dans le cadre de la coopération bilatérale. Le ministère chinois de la Défense confirme également la tenue d'échanges médicaux avec les établissements militaires togolais.

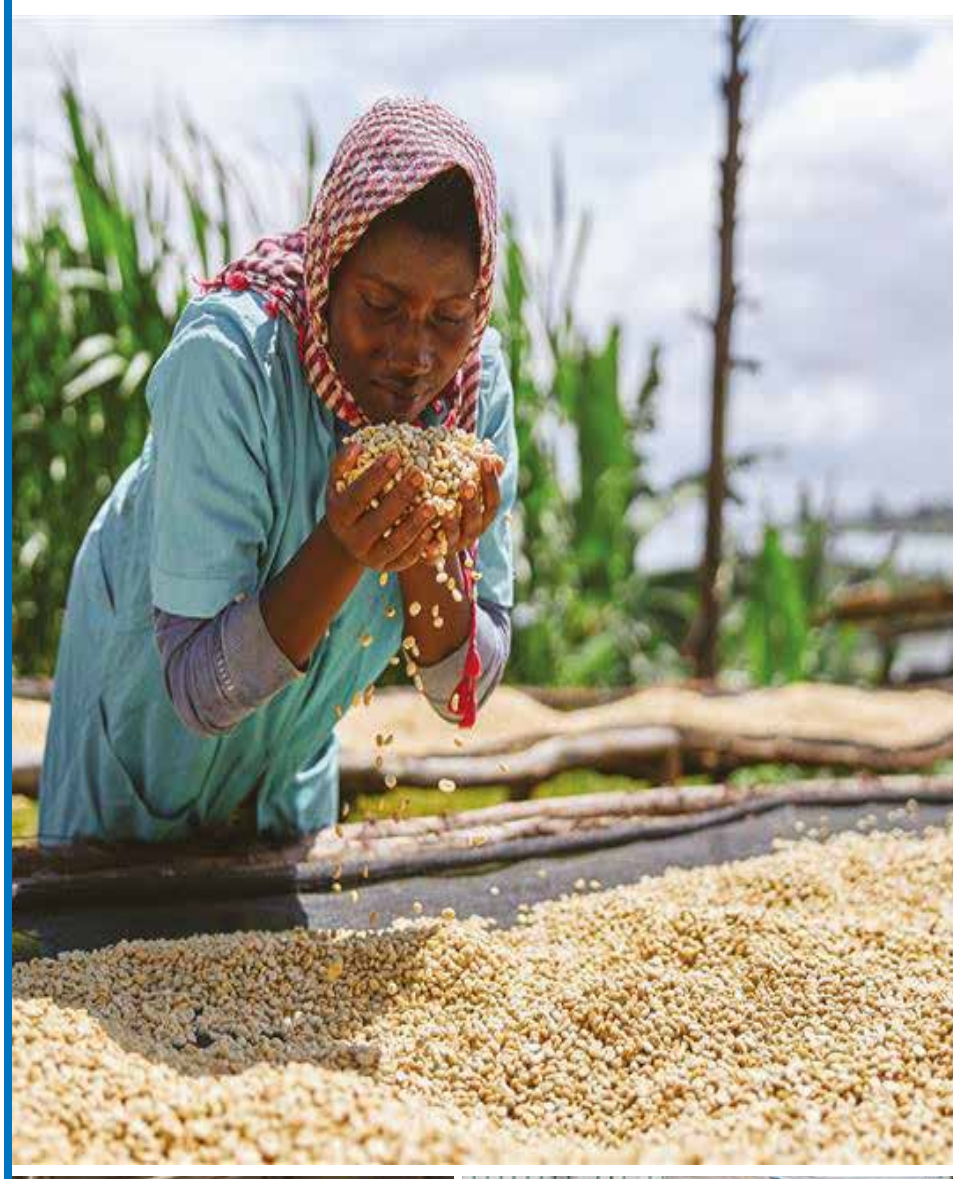
Albert ATOUNOU

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —

Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP

ARISE
INTEGRATED INDUSTRIAL PLATFORMS

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE

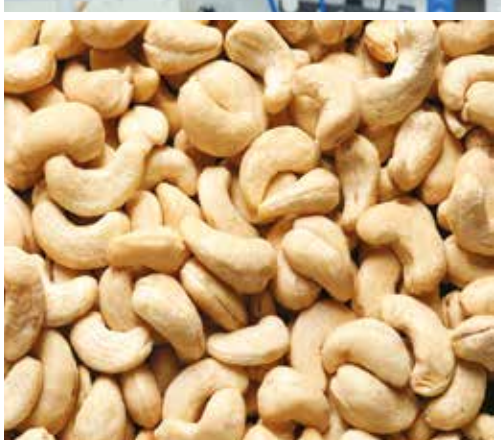














TAS · FHC MEDICA · DONGACO TOGO S.A · O.D.I.L · R-LOGISTIC · nutriSource · GENERAL & DOP COSMETICS

Togo organics & naturals · Togo SOJA Transformation Locale du Soja · spiro · VAN VLIET · STAR A Komar company · CMDT Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

CBM TOGO | China Africa Building Material TOGO SAU(CBM TOGO SAU) 中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

CHU-CAMPUS

Le diagnostic du cancer se fait désormais à Lomé

À partir de ce 5 novembre, le Togo n'aura plus besoin d'envoyer ses prélèvements à l'étranger pour savoir si une tumeur est cancéreuse.

C'est une note d'une page, datée du 4 novembre 2026. Mais elle change beaucoup de choses.
Le Directeur Général du CHU-Campus, le Docteur KALAO Assima Essodom, y annonce l'ouverture du service d'anatomie et cytologie pathologiques (ACP), dès ce jeudi 5 novembre.
Concrètement, c'est le service qui examine les cellules et les tissus au microscope pour poser le vrai diagnostic. Cancer ou pas cancer ? Quel type ? À quel stade ? C'est lui qui tranche. Et c'est lui qui permet aux médecins de choisir le bon traitement.
Jusqu'ici, ces analyses partaient souvent à l'étranger. Des semaines d'attente. Des coûts élevés. Des familles dans l'angoisse.



Dès maintenant :

– Anatomie Pathologique Générale
– Cytologie
– Expertises médico-légales et examens pour les procédures judiciaires

Dans les prochaines semaines :

– Immunohistochimie (IHC)
– Pathologie moléculaire, séquençage génétique, recherche de mutations
– Frottis en milieu liquide

Pour les patients, c'est un diagnostic plus rapide, un traitement plus tôt, plus de chances de guérir. Pour la justice, c'est une expertise scientifique disponible sur place.
C'est aussi un pas de plus vers la Couverture Sanitaire Universelle : des soins spécialisés, accessibles, au Togo.
Pour les prélèvements, les délais et les tarifs, le CHU-Campus invite le personnel et les usagers à se rapprocher directement du service.

Prudence AFANOU

LOMÉ, CAPITALE DE LA RÉADAPTATION

L'Afrique francophone veut enfin reconnaître les orthoprothésistes

Ils redonnent la marche, la main, la dignité. Mais ils n'ont ni statut, ni place dans la fonction publique. Depuis ce 3 novembre à Lomé, une conférence régionale veut réparer cette injustice.

Ils sont les invisibles de la santé. On les croise rarement dans les grands discours, jamais dans les organigrammes. Pourtant, sans eux, une prothèse n'est qu'un morceau de plastique. Sans eux, un enfant amputé ne remarche pas, un accidenté ne reprend pas le travail.
Eux, ce sont les orthoprothésistes. Et à Lomé, on a décidé qu'il était temps de les reconnaître.
Depuis ce 3 novembre 2026, la capitale togolaise accueille une conférence régionale d'une portée inédite, consacrée à l'avenir de la réadaptation physique en Afrique francophone. Son thème dit tout : « La reconnaissance du métier des orthoprothésistes et leur intégration dans la fonction publique : évolutions, défis et perspectives ».
Derrière cette formule technique, un enjeu humain immense : des millions de personnes en situation de handicap en Afrique francophone n'ont toujours pas accès à des services de réadaptation de qualité, faute de professionnels formés et reconnus.

Un lancement à la hauteur de l'enjeu

La cérémonie d'ouverture, tenue à l'hôtel Sancta Maria, avait des allures de sommet. Autour de la table : le ministre de la Santé, Jean-Marie Koffi Ewonoule TESSI, le ministre délégué de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le représentant du ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, la cheffe de délégation du CICR au Togo, ainsi que des experts venus de toute la sous-région.
Cinq allocutions ont marqué la cérémonie. Mais c'est celle du ministre TESSI, qui a officiellement lancé les travaux au nom du Gouvernement, qui a donné le ton.
« Lorsque la solidarité internationale rencontre la volonté politique des États et les compétences des institutions nationales, elle devient une véritable force de transformation sociale », a-t-il déclaré, saluant l'engagement du Comité international de la Croix-Rouge, porteur du projet avec l'École nationale des auxiliaires médicaux (ENAM) et l'Université de Lomé.
Puis, le ministre a tranché : « La réadaptation physique ne saurait plus être considérée comme une prestation accessoire, réservée à quelques structures spécialisées. Elle doit trouver toute sa place dans le continuum des soins et dans les priorités de nos politiques de santé publique. »
Une phrase qui change tout. Elle signifie que la réadaptation n'est plus un luxe, mais un droit, au même titre que la chirurgie ou la vaccination.

Le PERAF, le projet qui structure

Cette conférence n'est pas une simple rencontre. Elle marque le lancement officiel du PERAF, le Projet d'éducation à la réadaptation pour l'Afrique francophone.
Son ambition : créer un master en sciences des prothèses et orthèses, qui formera des étudiants venus de toute l'Afrique francophone. À terme, ils deviendront des experts cliniciens ou des formateurs, capables de faire grandir la filière sur tout le continent.
Le Togo n'est pas choisi par hasard. Il devient le pôle de formation de la sous-région.
Pour le ministre TESSI, cette ambition s'inscrit dans la vision du Président du Conseil, Faure Essozimna GNASSINGBE : Protéger, Rassembler et Transformer. Protéger les plus vulnérables, rassembler les ministères autour d'un même objectif, transformer un métier oublié en pilier de la santé publique.
Il a d'ailleurs appelé à une synergie renforcée entre Santé, Enseignement supérieur et Solidarités, et souhaité que la conférence débouche sur des propositions réalistes, des feuilles de route nationales claires, avec des responsabilités précises et un suivi.
À Lomé, on ne parle plus seulement de prothèses. On parle de reconnaissance, de statut, de dignité professionnelle. Et à travers ces professionnels, c'est la dignité de millions de personnes en situation de handicap que l'Afrique veut enfin garantir.

Prudence AFANOU

TOGO

Après le marquage, place à la traque des carburants frauduleux

Le Togo passe de la théorie à la répression. Depuis le 2 novembre 2026, les premières opérations de vérification du marquage fiscal des produits pétroliers ont démarré dans les stations-service de Lomé. Objectif : débusquer les carburants vendus sans marqueur réglementaire, donc issus de la contrebande ou de détournements.

Trois mois après le lancement du Système Automatisé de Marquage (SAM) le 31 juillet 2026, le dispositif entre dans sa phase la plus sensible : le contrôle sur le terrain.

Deux laboratoires mobiles, un verdict en quelques minutes

Sur le terrain, le dispositif est impressionnant. *Deux laboratoires mobiles* sillonnent Lomé, déployés par la Commission chargée du suivi du contrat entre l'État et *SICPA SA*, l'entreprise suisse spécialiste de la traçabilité.
À leurs côtés, des agents de l'*Office Togolais des Recettes (OTR) et du ministère du Commerce*. La procédure est simple et imparable : un prélèvement de 500 ml de carburant dans la station, puis une analyse immédiate sur place.

Le principe repose sur un traceur chimique invisible, injecté dans les carburants au moment de leur chargement à la *Société Togolaise d'Entreposage (STE)*. Si le marqueur est absent ou dilué, le carburant n'est pas passé par le circuit officiel. Il est donc frauduleux.
Les autorités avaient annoncé dès septembre un rythme de *près de 500 contrôles mensuels* sur toute la chaîne de distribution, des dépôts aux stations-service. Les sanctions sont lourdes : *des amendes de 1 à 10 millions de FCFA* pour les contrevenants.

Pourquoi l'État s'attaque aux carburants ?

Le carburant est l'un des produits les plus fraudés au Togo. Circuits parallèles venus des pays voisins, détournements de gasoil industriel subventionné vers le marché automobile, mélanges de produits : les pertes pour le Trésor public se comptaient en milliards chaque année.

L'État a déjà la preuve que le marquage fonctionne. Une *phase pilote menée sur le gasoil industriel a permis une hausse de 8 % des recettes fiscales*, selon les autorités. Un simple traceur chimique a suffi à décourager une partie des détournements.
Plus largement, le système de marquage déployé depuis 2020 sur plusieurs produits de consommation — tabac, boissons, etc. — a déjà généré *35,8 milliards de FCFA entre 2020 et 2025*. L'extension aux hydrocarbures, le plus gros marché de tous, pourrait changer d'échelle.

L'enjeu : recettes, concurrence et qualité

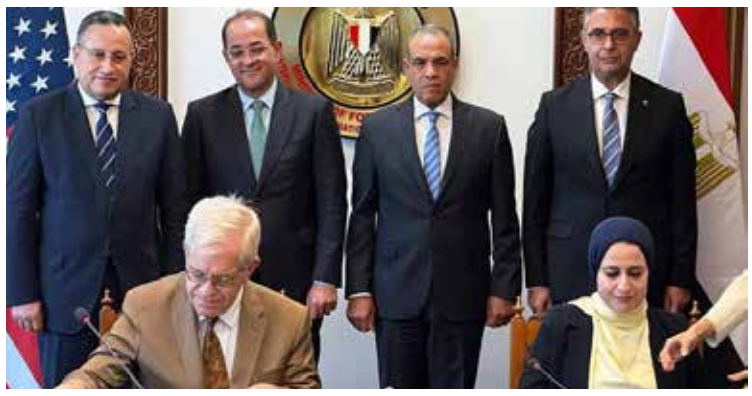
Au-delà de la fiscalité, l'enjeu est triple.
1. Pour les recettes publiques : Chaque litre fraudé est un litre qui ne paie pas de taxes mais qui use les routes. Récupérer ces recettes, c'est financer les écoles, les hôpitaux et les infrastructures.
2. Pour la concurrence loyale :* Les distributeurs officiels, qui paient leurs taxes, ne peuvent pas concurrencer les vendeurs parallèles qui cassent les prix parce qu'ils ne paient rien. Le marquage protège le marché formel.
3. Pour le consommateur :* Un carburant frelaté abîme les moteurs et pollue davantage. En contrôlant la traçabilité, l'État contrôle aussi la qualité de ce que le Togolais met dans son réservoir.
Reste la question clé : la régularité des contrôles. Le système ne tiendra que si les 500 contrôles mensuels sont réellement effectués, sur tout le territoire et pas seulement à Lomé, et si les amendes sont effectivement appliquées, y compris aux gros réseaux.

Le marquage est en place. La traque a commencé. Le marché togolais des carburants entre dans l'ère de la transparence.

Prudence AFANOU

L'Égypte et les États-Unis scellent un nouvel accord de coopération économique

L'Égypte et les États-Unis ont signé un accord-cadre de coopération destiné à renforcer leurs relations économiques et à promouvoir des objectifs stratégiques communs, avec une contribution américaine pouvant atteindre 625 millions de dollars sur une période de cinq ans.



La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, ainsi que des ministres des Finances, de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.
L'accord a été signé au nom de l'Égypte par Samar Al Ahdal, vice-ministre des Affaires étrangères chargée de la Coopération internationale, et par Robert Silverman, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis, pour la partie américaine.
À cette occasion, Samar Al Ahdal a précisé que la contribution américaine pourrait atteindre 625 millions de dollars sur cinq ans. De son côté, Robert Silverman a présenté cet engagement comme le premier d'une série d'accords que Washington souhaite renouveler chaque année. Une première enveloppe de 125 millions de dollars de subventions est prévue dans le cadre de cette phase initiale.
Selon le diplomate américain, ce partenariat doit accompagner la modernisation de l'économie égyptienne, notamment dans les secteurs de haute technologie, tout en favorisant l'émergence de nouvelles opportunités d'investissement pour les entreprises privées américaines en Égypte.

L'eau, l'énergie et l'intelligence artificielle parmi les secteurs prioritaires

Selon Nader Zaki, porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, cet accord vise à produire des résultats économiques concrets grâce au transfert de compétences, à l'innovation institutionnelle et à l'introduction de technologies américaines dans plusieurs secteurs stratégiques.
Les domaines concernés comprennent notamment l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau, le développement des infrastructures énergétiques et la modernisation des services publics. Le partenariat prévoit également de soutenir les secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que l'amélioration de la gouvernance.
Une attention particulière sera accordée à la formation de compétences locales, au développement du capital humain et à la création d'emplois pour les travailleurs égyptiens.
Parmi les priorités identifiées figurent la gestion durable des ressources en eau, l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies énergétiques et la sécurité alimentaire. Dans le domaine agricole, les deux pays entendent notamment promouvoir des méthodes de production fondées sur la recherche scientifique et l'innovation technologique.

Une aide économique à distinguer du soutien militaire américain

Cette nouvelle enveloppe s'inscrit dans la continuité de la coopération économique entre Washington et Le Caire. L'ambassade américaine avait précédemment estimé à environ 125 millions de dollars par an l'aide économique accordée à l'Égypte, notamment à travers des programmes et des projets gérés par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).
Sur cinq ans, les 625 millions de dollars annoncés correspondent ainsi à ce niveau annuel de financement.
Cet engagement économique doit toutefois être distingué de l'aide militaire américaine à l'Égypte, qui constitue un dispositif séparé. Depuis 1979, Le Caire reçoit environ 1,3 milliard de dollars par an de Washington au titre de l'assistance militaire.
À travers cet accord-cadre, les deux pays entendent donc consolider leur coopération au-delà du volet sécuritaire, en mettant davantage l'accent sur les investissements, les transferts de technologies, la modernisation des infrastructures et le développement économique. L'enjeu sera désormais de traduire ces engagements financiers en projets concrets susceptibles de soutenir la croissance et de renforcer les capacités productives de l'économie égyptienne.

FRANCE

Jusqu'à 55 000 manifestants à Lyon, des heurts avec la police

L'Égypte et les États-Unis ont signé un accord-cadre de coopération destiné à renforcer leurs relations économiques et à promouvoir des objectifs stratégiques communs, avec une contribution américaine pouvant atteindre 625 millions de dollars sur une période de cinq ans.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, ainsi que des ministres des Finances, de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.
L'accord a été signé au nom de l'Égypte par Samar Al Ahdal, vice-ministre des Affaires étrangères chargée de la Coopération internationale, et par Robert Silverman, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis, pour la partie américaine.
À cette occasion, Samar Al Ahdal a précisé que la contribution américaine pourrait atteindre 625 millions de dollars sur cinq ans. De son côté, Robert Silverman a présenté cet engagement comme le premier d'une série d'accords que Washington souhaite renouveler chaque année. Une première enveloppe de 125 millions de dollars de subventions est prévue dans le cadre de cette phase initiale.
Selon le diplomate américain, ce partenariat doit accompagner la modernisation de l'économie égyptienne, notamment dans les secteurs de haute technologie, tout en favorisant l'émergence de nouvelles opportunités d'investissement pour les entreprises privées américaines en Égypte.
L'eau, l'énergie et l'intelligence artificielle parmi les secteurs prioritaires
Selon Nader Zaki, porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, cet accord vise à produire des résultats économiques concrets grâce au transfert de compétences, à l'innovation institutionnelle et à l'introduction de technologies américaines dans plusieurs secteurs stratégiques.
Les domaines concernés comprennent notamment l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau, le développement des infrastructures énergétiques et la modernisation des services publics. Le partenariat prévoit également de soutenir les secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que l'amélioration de la gouvernance.
Une attention particulière sera accordée à la formation de compétences locales, au développement du capital humain et à la création d'emplois pour les travailleurs égyptiens.
Parmi les priorités identifiées figurent la gestion durable des ressources en eau, l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies énergétiques et la sécurité alimentaire. Dans le domaine agricole, les deux pays entendent notamment promouvoir des méthodes de production fondées sur la recherche scientifique et l'innovation technologique.

Une aide économique à distinguer du soutien militaire américain

Cette nouvelle enveloppe s'inscrit dans la continuité de la coopération économique entre Washington et Le Caire. L'ambassade américaine avait précédemment estimé à environ 125 millions de dollars par an l'aide économique accordée à l'Égypte, notamment à travers des programmes et des projets gérés par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).
Sur cinq ans, les 625 millions de dollars annoncés correspondent ainsi à ce niveau annuel de financement.
Cet engagement économique doit toutefois être distingué de l'aide militaire américaine à l'Égypte, qui constitue un dispositif séparé. Depuis 1979, Le Caire reçoit environ 1,3 milliard de dollars par an de Washington au titre de l'assistance militaire.
À travers cet accord-cadre, les deux pays entendent donc consolider leur coopération au-delà du volet sécuritaire, en mettant davantage l'accent sur les investissements, les transferts de technologies, la modernisation des infrastructures et le développement économique. L'enjeu sera désormais de traduire ces engagements financiers en projets concrets susceptibles de soutenir la croissance et de renforcer les capacités productives de l'économie égyptienne.

IMPERIAL
SODA WATER
LES BULLES QUI NOUS RASSEMBLENT.
L'eau pétillante du Togo
ATAKPAMÉ
ANEHO
*Prix de vente détail conseillé ● Pratiquez une activité physique régulière Format disponible 50cl
EAU GAZÉIFIÉE, LÉGÈRE ET RAFRAÎCHISSANTE
250* FCFA
BOUTEILLE
50 CL
DEPUIS 1964
BB LOMÉ S.A